

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

En réponse à la lettre ouverte d'Arnaud Montebourg

- Politique - Au Parti Socialiste - Primaires socialistes -

Date de mise en ligne : vendredi 14 octobre 2011

Démocratie & Socialisme

Cher Arnaud,

Je viens de découvrir ta lettre ouverte à Martine Aubry et à François Hollande.

Je ne résiste pas à te répondre en direct, à mon niveau militant. Après tout, c'est cette démocratie que tu souhaites, à juste raison.

Assurément, le PS doit être le parti des salariés, pas celui de l'élite dominante. À l'occasion de la terrible crise que nous impose la finance, non seulement nous ne voulons pas payer une « dette » qui n'est pas la nôtre, mais nous voulons changer le système qui l'a produit, qui a failli, et non pas le replâtrer.

Pour cela nous devons répondre aux préoccupations immédiates, élémentaires, vitales de nos concitoyens. Et il nous semble qu'il faut prendre les choses par le bon bout en partant du vécu quotidien. C'est ce qui nous étonne dans tes questions à Martine Aubry et à François Hollande : tu n'interroges ni sur la hausse des salaires, ni sur la retraite à 60 ans, ni sur le retour à l'emploi, ni sur la durée et le droit du travail, ni sur la protection sociale, la santé et l'école.

Nous, c'est ce qui nous préoccupe le plus :

1. Il y a eu 8 millions de manifestants l'an passé en défense de nos retraites, les lois Balladur, Fillon et Woerth ont été imposées brutalement, en 1993, 2003 et 2010 contre une majorité écrasante de 75 % de l'opinion, et elles échouent puisque la moyenne des annuités cotisées réelle des salariés a baissé en 15 ans de 37,5 à 36 annuités alors que les lois imposaient de passer de 37,5 annuités à 41,5. Le seul résultat est une forte baisse du niveau de pensions que nos concitoyens n'acceptent pas. Comme il y a ambiguïté dans notre parti à ce sujet, non pas sur le droit à partir à 60 ans, heureusement presque tout le monde le défend, mais sur les annuités, le niveau, la pénibilité, on pensait que tu interrogerais François Hollande et Martine Aubry là-dessus. Il n'y a pas que l'allongement de l'espérance de vie qui compte comme paramètre, mais la réalité du chômage grandissant des jeunes et des « seniors ».

2. Les salaires sont bas, beaucoup trop bas, c'est là, l'origine de toute la crise que nous subissons. Le coût du capital est trop élevé et le coût du travail trop bas. Il faut reprendre dix points qui ont été siphonnés par les profits sur les salaires. À commencer par le Smic qui devrait augmenter rapidement à 1700 euros, en guise de rattrapage et de stimulation de la relance de l'économie, du rejet de l'austérité et de la récession auxquelles Sarkozy nous a conduit. Hausser les salaires nets, c'est mieux vivre tout de suite, pour des millions de salariés pauvres, mais c'est aussi remplir avec les cotisations, le salaire brut, nos caisses de protection sociales, collectives. Imposer l'égalité salariale professionnelle hommes/femmes par la loi avec sanction. Une allocation-autonomie pour les jeunes.

3. Cinq millions de chômeurs : il n'y aura pas de réduction du chômage de masse sans réduction du temps de travail. Cela implique de rapprocher les dures réelles de la durée légale à 35 h voire 32 h, baisser les durées maxima, rendre les heures supplémentaires plus coûteuses que l'embauche, lutter contre le travail dissimulé, stopper la précarité, réguler la sous-traitance, rétablir le respect, l'hygiène, la sécurité dans les entreprises, le contrôle contre les licenciements abusifs et boursiers, des droits syndicaux nouveaux dans les entreprises. Le droit du travail donne du droit au travail. À ce sujet, nous avons noté qu'en six heures de discussion télévisées, nos six candidats, dont toi, n'ont jamais cité une seule fois le code du travail dont notre projet socialiste affirme pourtant qu'il faut le « reconstruire »... Cela ne dépend ni de l'Europe ni de la mondialisation : les 850 000 salariés de la restauration, par exemple, comptent parmi les plus surexploités alors qu'ils en sont nullement placés en concurrence internationale...

4. Inégalités : la France n'a jamais été aussi riche et les richesses aussi mal partagées. 5 % de nos concitoyens possèdent près de 50 % du patrimoine, 10 % possèdent moins de 1 % et les 85 autres se partagent le reste, 49 % des richesses. Notre peuple est en colère à fleur de peau sur cette question, contre la corruption, la gabegie, les richesses accumulées sans honte par l'élite privilégiée, et nous partageons pleinement ce rejet massif. C'est explosif. Nous proposons qu'il n'y ait plus de rémunération supérieure à 20 fois le Smic, aucun homme ne mérite quel que soit son génie, de gagner 20 fois plus qu'un autre. À l'école, on est souvent noté de 1 à 20, pourquoi gagnerait-on ensuite de 1 à 600 ? Il faut une réforme fiscale qui abaisse les impôts injustes, indirects et hausse les impôts justes, directs et progressifs... En un mot, la redistribution des richesses, c'est la clef de l'alternative, c'est matériel, c'est palpable, c'est du sûr.

Comment dire ? C'est là que nous t'attendons !

On croyait que tes questions à Martine et François allaient d'abord porter là-dessus. Très concrètement, dans l'intérêt de toute la gauche. En tout cas, nous, ce sont celles que nous posons chaque jour. Car il y a des millions de voix en jeu contre la sale politique antisociale de Sarkozy, et il y a, avant la campagne officielle, encore de grandes précisions à obtenir dans le « projet socialiste » et dans celui de nos candidats : salaires, emploi, droit du travail, retraite, sécurité sociale, école. 35 h, 60 ans, 1700 euros, pas plus de 20 Smic. Ces questions parcourent au demeurant les programmes de nos alliés nécessaires du Front de gauche et des Verts, elles sont presque une condition pour l'unité victorieuse, dynamique, de toute la gauche.

Comme tu le sais, toi et nous, « Un monde d'avance » sommes présentés à ce jour, je crois à juste titre, et dans les deux cas, comme la gauche socialiste.

Nous avons obtenu, « UMA », en interne, un solide pourcentage au congrès de Reims de novembre 2008 sur une motion de gauche que nous avons déposée alors que tu choisissais un autre chemin. La façon dont tu te manifestes aujourd'hui dans ces primaires nous rapproche à nouveau et c'est tant mieux. Car il est nécessaire, selon nous, qu'il y ait une forte gauche socialiste capable d'emporter une majorité dans ce grand parti, de le faire rompre avec le social libéralisme et d'en refaire le grand parti capable d'unifier toute la gauche en la faisant gagner durablement.

Je vais répondre aux questions que tu as choisies, bien sûr. Mais permets moi de te redire franchement puisque tu parles franchement à tout le monde : proposons d'abord une redistribution des richesses, du travail, de la sécurité sociale, l'abrogation des lois de la droite contre nos retraites, car tout commence par là.

D'autant qu'on peut mieux le faire sans doute, si Martine Aubry gagne le 16 octobre.

Entre les deux candidats, tu le sais, François Hollande a choisi de privilégier la rigueur, la modération, la prudence, le « on ne promet pas trop parce qu'on ne pourra pas tenir beaucoup », il souhaite régler la dette, gérer rigoureusement l'existant. Martine Aubry est plus offensive, elle veut changer les choses pas seulement les « accompagner », elle l'a dit maintes fois, sur un ton plus convaincant : l'injustice sociale est devenue intolérable. François a un énorme talent, un entregent, un savoir faire, un charisme, il a dirigé le bureau national avec brio, sauvant parfois l'unité du parti. Et... Martine aussi. La différence est pour nous, à cette heure, dans la fibre sociale, et dans la détermination à affronter le système pour le changer. Beaucoup sentent, comme cela, la différence entre les deux « impétrants »... comme tu les appelles. Il n'y a pas photo, la gauche du parti est derrière Martine, en vertu de son positionnement d'ensemble. Il conviendrait, mais nous ne voulons pas te dicter ton choix, que tu la rejoignes et que tu nous rejoignes. Ensemble, nous ferons majorité, non ? Tu auras l'honneur d'avoir contribué à ce qu'une bonne position contre la finance et les banques soit adoptée. Nous aurons ensemble l'honneur d'avoir un programme social essentiel pour gagner, non ? Nous veillerons à ce que les promesses de changement soient tenues.

Ensemble, toi et nous, avec Martine Aubry.

Oh, certes, il y a des méfiances, et tu me les as exprimées lorsque nous nous sommes rencontrés à la fête de l'Humanité. Elles sont sans doute légitimes. J'en ai, nous en avons nous-mêmes, mais que faire ? Sinon, agir ensuite, de concert, et avec les grandes forces sociales en éveil. Les 2,5 millions d'électeurs qui sont venus répondre à l'appel du parti socialiste, le 9 octobre, les 8 millions de manifestants de l'an passé... sans remonter plus loin. Notre pays est sans doute un des plus politisés au monde, nous pouvons en être fiers, et nous appuyer sur la conscience et le mouvement social.

Alors voici, maintenant, la réponse aux trois questions :

1. La dette privée que les banques essaient de faire payer au public, c'est intolérable. Ce système de pillage des salariés grecs, italiens, portugais, espagnols, irlandais, islandais, et demain belge, français doit être mis à bas. Tout comme la dette du tiers-monde devrait être abrogée depuis longtemps : dans un grand rassemblement à la Bastille, lors du 200e anniversaire de la Révolution Française, nous militons pour cela. Il y a des dettes légitimes mais aussi des dettes illégitimes et des dettes odieuses. Le sort fait par la troïka UE/BCE/FMI à la Grèce est indigne. Il est possible aujourd'hui pour un gouvernement d'un pays de la taille de la France, de dire « stop », d'imposer un moratoire pour en faire l'inventaire par un audit public, nous serons applaudis dans le monde entier. Il faut trier toutes ces dettes, enquêter sur la spéculation, arrêter les forbans des « bad » banques, les juger. Levée du secret bancaire ! Et les puissances publiques, élues, souveraines, doivent décider de restructurer ou d'annuler les dettes selon leurs natures. Ce sont les citoyens et leurs élus qui doivent décider et non pas les charlataneries des agences de notation. Bien sûr qu'il faut séparer banques de dépôts et d'affaires, qu'il faut un grand pôle financier public, réglementer drastiquement les bourses, prendre enfin de fermes mesures contre les trous noirs fiscaux, imposer une taxe sur toutes les transactions financières, batailler pour sauver l'euro en reprenant collectivement, démocratiquement le contrôle d'une BCE et d'une monnaie stupidement affirmées « indépendantes ».

2. Bien sûr que cela implique ensuite un « juste échange » c'est-à-dire un commerce européen et international dont les règles respectent le travail au lieu de l'écraser. Quel serait le « bon protectionnisme équitable » ? À nos frontières et en Europe ? Nous avons voté, toi et nous, en 2005, contre le TCE qui échoue et vole en éclats depuis. Un protectionnisme équitable, un juste échange, cela ne peut se construire que sur les règles les plus solides de l'Organisation internationale du travail (OIT) et pas seulement sur celles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Une organisation mondiale de l'environnement (OME) avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), devraient avoir des pouvoirs d'élaboration, de décisions, de sanctions aussi fortes que l'OMC. Le droit du travail devrait être constitutif du droit de la concurrence afin que cette dernière ne soit plus féroce et faussée. Ça ne veut donc pas dire renfermer les peuples, chacun dans la concurrence (qui deviendrait vite aussi acharnée) de leurs frontières, mais combattre pour établir des règles par des organisations internationales mondiales qui aussi fortement régissent les lois du travail, la protection de l'environnement, la santé de tous les humains sur la planète. Ce qui veut dire, par exemple et concrètement en Europe, d'avancer vers un Smic européen, une législation sociale harmonisée selon le principe de faveur, une fiscalité comparable, etc.

3. Oui, mille fois à une VIe république sociale, parlementaire, démocratique, écologique, féministe, laïque. Cela signifie notamment l'abolition de l'élection d'un président au suffrage universel, des élections à la proportionnelle, une interdiction du cumul des mandats en nombre et dans le temps, le vote des immigrés qui paient des impôts dans notre pays, un grand service public renforcé et élargi. Cela fait quelques décennies que ceux qui ont refusé le « coup d'état permanent » en rêvent et ont fait moult propositions là-dessus, nous sommes et resterons facilement d'accord.

Les propositions sociales, financières et institutionnelles que nous formulons, et que je reprends ici, sont aussi majoritaires parmi nos concitoyens, nous le croyons comme toi. Tout cela fait un plan d'action commun et d'ensemble possible. Mais ce plan a davantage de chances d'être mis en oeuvre, puisqu'il faut choisir, avec Martine

Aubry.

Cher Arnaud, nous faisons appel aussi à ton intelligence politique et à ta volonté de l'emporter demain face à la droite, sur un programme vraiment alternatif, sois assuré de notre engagement, de l'ancienneté et de l'opiniâtreté de notre combat socialiste, en ce sens.

Fraternellement, Gérard Filoche, mardi 11 octobre à 22 h